

Convention collective nationale

**IDCC : 1539. – COMMERCE DE DÉTAIL DE PAPETERIE,
FOURNITURES DE BUREAU, DE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE**

ACCORD DU 11 JANVIER 2017

RELATIF AU BARÈME DES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

POUR L'ANNÉE 2017

NOR : ASET1750248M

IDCC : 1539

Entre

EBEN

D'une part, et

FNECS CFE-CGC

FS CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

« Le présent accord règle, dans les départements français de métropole et d'outre-mer, les rapports entre les employeurs et salariés des entreprises dont l'activité principale est constituée par une ou plusieurs des activités suivantes :

- commerces de détail de papeterie, loisirs créatifs, fournitures scolaires, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines et mobilier de bureau, auprès d'une clientèle de consommateurs utilisateurs : particuliers, professions libérales, entreprises, administrations et collectivités.

Les entreprises dont l'activité principale est la vente aux revendeurs sont exclues du présent accord. À titre indicatif, de manière non exhaustive et sous réserve de répondre au champ d'application ci-dessus défini, les codes APE le plus souvent visés sont :

4762Z, 4741Z, 4759A, 4778C ; 4651Z, 4665Z, 4666Z. »

Article 2

Barème des salaires

Horaire : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE BRUT MINIMUM MENSUEL
A1	140	1 485
A2	150	1 495

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE BRUT MINIMUM MENSUEL
A3	170	1 515
A4	190	1 545
A5	220	1 635
B1	240	1 735
B2	260	1 850
B3	280	2 050
C1	300	2 150
C2	360	2 900
C3	450	3 500
C4	500	4 300

Article 3

Clause de revoyure

Si le niveau A1, coefficient 140, venait à être égal ou inférieur au Smic en vigueur, les parties conviennent qu'une réunion de renégociation sera organisée dans le mois qui suit.

Article 4

Progression salariale

Après 1 an d'ancienneté, les salariés classés au niveau A1 - coefficient 140 percevront le salaire minimum conventionnel correspondant au niveau A2 – coefficient 150.

Article 5

Date d'application

Cet accord est applicable le premier jour du mois suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 11 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)